

## **Agissons rapidement pour faire cesser la stérilisation des femmes autochtones sans leur consentement**

(Le 10 décembre 2018) Partout au Canada, des femmes autochtones ont révélé avoir été soumises à une stérilisation forcée ou sous la contrainte et ce, en 2017. On a menti à certaines femmes en leur disant que l'intervention était réversible. D'autres ont été séparées de leur bébé jusqu'à ce qu'elles consentent à une ligature des trompes.

La stérilisation forcée et sous la contrainte des femmes autochtones résulte de la violence et de la discrimination systémiques contre les peuples autochtones dans la prestation des services publics au Canada, une façon de faire connue et reconnue par le gouvernement. Il s'agit d'une agression contre les femmes autochtones, leur famille, leur communauté et leur nation, qui ont déjà subi l'assimilation forcée par le colonialisme, y compris des pratiques associées à l'eugénisme.

Stériliser les femmes sans leur consentement entier, libre et éclairé est une forme de violence et de torture. Les mesures visant à prévenir les naissances au sein de groupes ethniques ou raciaux est interdite de manière explicite par la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*.

Toutes les femmes ont le droit humain de décider si, quand et comment former une famille. Toutes les femmes ont le droit de se prémunir contre la violence et la discrimination. Toutes les femmes ont le droit à la bonne santé.

Nous, les organismes ci-dessous, demandons au gouvernement canadien d'adopter immédiatement des mesures à l'encontre de la stérilisation forcée ou sous la contrainte des femmes autochtones du Canada et :

- d'enquêter sur les allégations de stérilisation forcée ou sous la contrainte au Canada, en apportant une attention particulière aux cas qui impliquent des femmes et des filles autochtones, et de fournir justice et compensations aux survivantes et à leur famille.
- de nommer un représentant spécial qui rencontrera les survivantes et leur famille pour entendre leurs demandes de justice et de compensations.
- de faire appliquer les lois pénales existantes sur les agressions et les mesures disciplinaires pour non-respect des normes professionnelles relatives à la stérilisation forcée ou sous la contrainte.
- de changer les politiques et pratiques gouvernementales pour interdire de manière explicite la stérilisation sans leur consentement entier, libre et éclairé.
- de mettre en oeuvre les demandes de la Commission de vérité et réconciliation du Canada au sujet des points 23 et 24 portant sur la hausse de l'embauche de professionnels de la santé d'origine autochtone et sur la formation en compétences culturelles prodiguée à tous les professionnels de la santé.
- d'élaborer un Plan de mesures nationales exhaustif visant à prévenir et à faire cesser la violence basée sur le sexe en engageant la participation du gouvernement fédéral, des provinces, des territoires, des municipalités et des Premières nations.

Déclaration appuyée par :

1. Aboriginal Front Door Society
2. Aboriginal Legal Services
3. Aboriginal Women's Action Network
4. Action Canada on Sexual Health and Rights
5. Alberta Society for the Promotion of Sexual Health
6. Alliance de la Fonction publique du Canada Montréal – comité des femmes
7. Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists – National
8. Amnesty International Canada
9. Amnistie internationale Canada Francophone
10. Atira Women's Resource Society
11. The Barbra Schlifer Commemorative Clinic
12. BC Native Women's Association
13. British Columbia Civil Liberties Association - Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique
14. Canadian Association for Community Living
15. Canadian Association of Midwives
16. Canadian Association of University Teachers
17. Canadian Civil Liberties Association
18. Canadian Federation of Nurses Unions
19. Canadian Feminist Alliance for International Action
20. Canadian Friends Service Committee (Quakers)
21. Canadian Health Coalition
22. Canadian Labour Congress
23. Canadian Union of Postal Workers STTP
24. Canadian Union of Public Employees
25. Canadian Union of Public Employees – Ontario
26. Canadian Voice of Women for Peace
27. Canada Without Poverty
28. Centre for Israel and Jewish Affairs
29. Centro de Desarrollo Andino Sisay (Peru)
30. Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de las Mujeres (Peru)
31. Comité des femmes Laval, Laurentides et Lanaudière et Abitibi-Témiscamingue
32. Canadian Women's Foundation
33. DEMUS – Estudio para la Defensa de los Derechos de la Mujer (Peru)
34. Fédération des femmes du Québec
35. Federation of Medical Women of Canada
36. Femmes Autochtones du Québec
37. Femmes de l'Alliance de la fonction publique (Québec)
38. First United Church Community Ministry Society, Vancouver
39. Greenpeace
40. Human Rights Research and Education Centre, University of Ottawa

41. International Association of Machinists and Aerospace Workers
42. International Women's Rights – Manitoba
43. Institute for the Advancement of Aboriginal Women
44. Interagency Coalition on AIDS and Development
45. Inter Pares
46. KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives
47. La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
48. MATCH International Women's Fund
49. National Association of Women and the Law
50. Native Women's Association of Canada
51. Nobel Women's Initiative
52. Ontario Federation of Labour
53. Ontario Secondary School Teachers' Federation
54. Oxfam Canada
55. Pacific Association of First Nations Women
56. Public Service Alliance of Canada
57. Save the Children Canada
58. Sexual Health Nova Scotia
59. Planned Parenthood Regina
60. SHORE Centre
61. Syndicat Québécois des Employées Et Employés de Service Section Local 298-FTQ
62. UFCW Canada
63. Union of BC Indian Chiefs
64. United Steelworkers
65. WAVAW Rape Crisis
66. West Coast LEAF
67. Women's Legal Education & Action Fund (LEAF)
68. Women's Shelter Canada
69. Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights
70. YWCA Canada
71. Dr. Pamela Palmater, Chair in Indigenous Governance, Ryerson University
72. Dr. Sheryl Lightfoot, Canada Research Chair in Global Indigenous Rights and Politics